



SCPI Renovalys

SCPI Malraux à capital fixe

Bulletin trimestriel d'information n°19 – Juin 2014

Editorial

L'été est traditionnellement la période des bilans du premier semestre. Pour le marché de l'immobilier ancien résidentiel, deux maîtres mots résument cet état des lieux, selon l'étude réalisée par le groupe Laforêt : « convergences et disparités ». Convergences en termes de baisse des prix (le prix moyen du m² affiche une baisse de 2.5% par rapport à 2013), et disparités au regard des écarts qui se creusent entre les centres villes, de plus en plus attractifs, et les quartiers périphériques.

Au-delà du diagnostic, une bonne nouvelle ressort de ce bilan : le retour des primo-accédants sur le marché de l'immobilier, qu'ils avaient déserté depuis plusieurs années. En revanche, la politique de logement et les premiers effets de l'entrée en vigueur de la loi « ALUR » contribuent indéniablement au ralentissement du marché. Il pourrait toutefois être à nouveau soutenu par les taux de crédit, qui se sont établis en moyenne à 2.85% en mai (baromètre Crédit logement/CSA), en deçà du plancher historique moyen de 2.90% en 2013. Il s'agit d'un indicateur positif puisqu'il a permis une augmentation significative des demandes de crédits en 2013, une tendance qui devrait se maintenir cette année selon le réseau ERA immobilier.

SCPI Renovalys

Situation au 2^e trimestre 2014

Commentaires de gestion

Au cours du trimestre, plusieurs lots vacants ont été loués ou reloués, mais ces locations ont été compensées par des dédites avec effet au deuxième trimestre.

Le taux d'occupation continue toutefois à s'améliorer malgré les difficultés économiques persistantes.

Chiffres clés

	Nb d'associés	Nb de parts	Capital Souscrit €
31/12/2010*	134	1 601	7 887 204

Caractéristiques

Forme juridique	SCPI à capital fixe
Capital social statutaire	8 501 100€
Date d'ouverture au public	02/12/2009
*Clôture des souscriptions	31/12/2010
Durée recommandée de détention des parts	Statutaire 15 ans
Visa AMF	SCPI 09-29 (17/11/2009)
Société de gestion	Avenir Finance IM

Patrimoine Immobilier

Ville	Nombre Appartements	Surface (m²)	Prix du foncier (K€)	Prix des travaux (K€)
Carcassonne	7	555,82	635	1 084,8
Narbonne	9	388,32	439	1 303
Beaucaire	6	319,80	353,6	867
Poitiers	4	234,03	63	619
Le Puy en Velay	6	427,29	310	929

Gestion travaux

Ville	Appart livrés	Date d'acquisition	Date de livraison	Commentaires
Carcassonne	7	29 décembre 2009	mars 2012	Mise en location
Narbonne	9	29 Décembre 2009 4 octobre 2010	mars 2013	Mise en location
Beaucaire	6	30 décembre 2010	mars 2012	Mise en location
Poitiers	4	27 décembre 2010	30 octobre 2012	Mise en location
Le Puy en Velay	6	27 décembre 2010	fin sept 2012	Mise en location

Revenus distribués

	Année n	Année n-1
Total	0	0
- dont produits financiers		
- Après retenue à la source		
- Après prélèvement libératoire		



Marché des parts / Cession

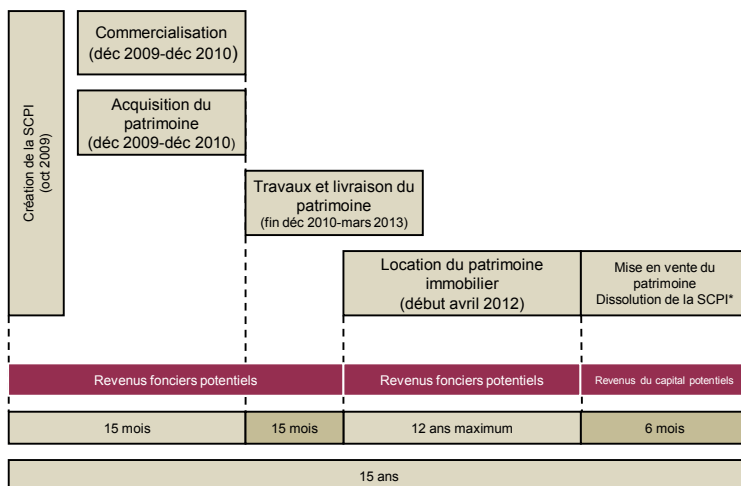
Aucune part n'a été demandée ou offerte à la vente.

La liquidité du placement est très limitée.

SCPI Renovalys

Situation au 2^e trimestre 2014

Les étapes de votre investissement



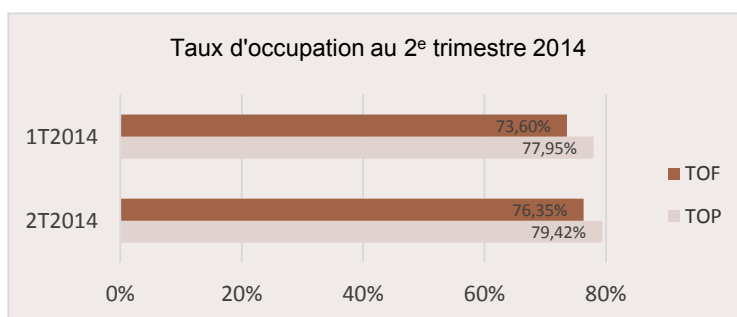
*sauf prorogation décidée par l'Assemblée Générale

Les bénéfices de l'exercice 2013 ne permettent pas d'apurer les déficits des exercices précédents ; aucun dividende ne sera donc distribué au titre de 2013.

Gestion locative

Ville	Lots livrés	Date de mise en location	Nombre de lots loués	Nombre de lots vacants
Carcassonne	7	Juin 2012	6	1
Narbonne	9	28 mars 2013	8	1
Beaucaire	6	28 mars 2012	4	2
Poitiers	4	Décembre 2012	2	2
Le Puy en Velay	6	Octobre 2012	5	1

Taux d'occupation physique et financier



Narbonne Façade-Àprès



Narbonne échaugette-Àprès



Beaucaire



Beaucaire escalier central après rénovation

RENOVALYS a pour objet l'acquisition et la gestion d'un patrimoine immobilier locatif constitué principalement d'immeubles d'habitation ou parties d'immeubles anciens à restaurer, situés en « secteurs sauvegardés » ou dans les « zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager », ayant fait l'objet d'une demande de permis de construire antérieure au 1er janvier 2009.

Revenus et déficits fonciers

Pendant la période de constitution du patrimoine et de réhabilitation des immeubles, la rentabilité locative sera négligeable voire nulle. Le porteur de parts trouvera son intérêt dans la déductibilité fiscale du montant investi en travaux de restauration qui réduira d'autant le coût de son investissement.

Afin de préserver l'égalité de traitement des associés, l'imputation des déficits aura lieu en totalité et exclusivement au titre de l'année de souscription.

Ainsi, le résultat fiscal de l'année civile 2009 sera affecté exclusivement aux parts sociales créées au cours de l'année 2009 et le résultat fiscal de l'année civile courant du 1er janvier au 31 décembre 2010 sera affecté exclusivement aux parts sociales créées au cours de l'année 2010.

La véritable rentabilité doit donc s'apprécier par rapport au capital investi après déduction de l'économie fiscale et non par rapport au

montant initialement souscrit.

Le porteur de parts pourra bénéficier des dispositions suivantes :

- s'agissant de « Malraux ancien dispositif » tel que défini à l'article 156-1.3 alinéas 3 et 4 du C.G.I., les déficits fonciers résultants de travaux de restauration complète d'immeubles bâtis faite en application des articles L 313-1 à L 313-5 du code de l'urbanisme sont imputables en totalité sur le revenu global imposable du contribuable,
- la quote-part des dépenses de travaux portant sur des immeubles ou parties d'immeubles affectés à un usage autre que l'habitation constitue un déficit foncier, imputable sur le revenu global à hauteur de 10 700 euros, le surplus étant reportable sur les revenus fonciers des dix années suivantes.

Dans l'hypothèse d'une quote-part de travaux atteignant 70% du prix de revient des investissements immobiliers réalisés par RENOVALYS et pour un contribuable se trouvant dans la tranche marginale d'imposition de 40 % sur la période des travaux, le mécanisme de déduction fiscale est susceptible de représenter un pourcentage significatif, de l'ordre de 24 % du prix de souscription des parts.

Fiscalité des plus-values immobilières

Le paiement de l'impôt éventuellement dû lors de la cession d'un immeuble détenu par une SCPI est assuré dès la signature des

actes, et ce pour le compte de chacun des associés soumis à l'impôt sur le revenu à proportion de son nombre de parts.

Aussi convient-il de communiquer à la Société de Gestion toute modification du régime fiscal auquel est assujéti le titulaire de parts (particulier résident, non résident, personne morale IS, BIC, etc.).

Le nouveau régime fiscal applicable à compter du 1^{er} février 2012 pour les immeubles cédés par la SCPI et pour les parts cédées par les associés est le suivant :

Taux :

34,5% (19% + 15,5% prélèvements sociaux)

Abattements :

2% de la 6^{ème} à la 17^{ème} année,

4% de la 18^{ème} à la 24^{ème} année,

8% de la 25^{ème} à la 30^{ème} année.

Taxe sur les plus-values immobilières

Cette taxe, applicable à compter du 1er janvier 2013 est assise sur le montant des plus-values imposables (les plus-values exonérées d'impôt sur le revenu en sont exonérées).

Seules les plus-values réalisées d'un montant supérieur à 50 000 € sont soumises à la taxe. Dès lors que ce montant est dépassé, la taxe est calculée dès le 1er euro sur le montant total de la plus-value imposable, selon un barème qui permet de lisser les effets de seuil. Son taux varie de 2% à 6% en fonction du montant de la plus-value imposable.

Marché des parts

SCPI à capital fixe

Pour les SCPI à capital fixe, le prix de vente et/ou d'achat est établi au terme de chaque période de confrontation des ordres de vente et d'achat, recueillis sur le carnet d'ordres par la Société de Gestion. Toutes ces informations figurent dans la note d'information.

Taux d'occupation

Le taux d'occupation indique le taux de remplissage de la SCPI. Il peut être calculé :

Soit en fonction des loyers : le taux d'occupation financier (TOF) est l'expression de la performance locative de la SCPI. Il se détermine par la division :

- du montant total des loyers et indemnités d'occupation facturés ainsi que des indemnités compensatrices de loyers
- par le montant total des loyers facturables dans l'hypothèse où l'intégralité du patrimoine de la SCPI serait loué.

Soit en fonction des surfaces : le taux d'occupation physique (TOP) se détermine par la division :

- de la surface cumulée des locaux occupés
- par la surface cumulée des locaux détenus par la SCPI.

Gestion des conflits d'intérêt

Afin de satisfaire aux obligations réglementaires et de répondre au mieux aux intérêts des associés, la Société Avenir Finance Investment Managers a recensé les situations de conflits d'intérêt susceptibles d'être rencontrées par elle ou par les entités et les collaborateurs du Groupe Avenir Finance. Dans le cadre de la gestion des situations de conflits d'intérêts potentiels, la Société Avenir Finance Investment Managers se base sur les principes suivants : déontologie, séparation des fonctions, mise en place de procédures internes, mise en place d'un dispositif de contrôle.

Risques principaux

Lorsque vous investissez dans une SCPI, vous devez tenir compte des éléments et risques suivants :

Votre investissement permet de bénéficier des avantages fiscaux exposés en page 4 au paragraphe « Objectif de rentabilité » et page 12 au paragraphe « Régime fiscal des associés » de la note d'information. Il est rappelé en outre que la fiscalité applicable aux porteurs de parts de la SCPI (revenus et déficits fonciers, plus values,) est susceptible d'évoluer au cours de la période d'investissement ;

- il s'agit d'un placement à long terme, vous devez conserver vos parts pendant une durée correspondant à un minimum de 6 ans sauf à perdre l'intégralité des avantages fiscaux ; la

durée de placement recommandée est de 15 ans ;

- la liquidité du placement sera très limitée. L'avantage fiscal, composante importante de la rentabilité du placement, ne peut être transmis, si bien que les possibilités de vente des parts seront réduites, sauf à des prix très décotés. La SCPI ne garantit pas la revente des parts.

Au-delà des avantages fiscaux ci-dessus, la rentabilité d'un placement en parts de SCPI est de manière générale fonction :

- des éventuels dividendes qui vous seront versés. Ceux-ci dépendront des conditions de location des immeubles, notamment de la date de mise en location des immeubles et du niveau des loyers ; pendant une période de 18

mois, qui correspond à la constitution du patrimoine, la SCPI n'aura pas de recettes locatives et financières. La SCPI ne commencera à percevoir des loyers qu'après la mise en location des immeubles acquis, qui devrait intervenir le 1er juillet 2011.

- du montant du capital que vous percevrez, soit lors de la vente de vos parts, soit lors de la liquidation de la SCPI. Ce dernier montant dépendra du prix de cession du patrimoine immobilier détenu par la SCPI et de la situation du marché de l'immobilier d'habitation lors de la cession.

Ainsi, la rentabilité d'une SCPI « Malraux » ne peut être appréciée qu'à la fin des opérations et non sur la seule déductibilité fiscale.

Le capital investi n'est pas garanti.

Patrimoine de votre SCPI



Poitiers (86)



Le Puy en Velay (43)



Carcassonne (11)



Narbonne (11)



Beaucaire (30)

SCPI Renovalys

12 rue Médéric – 75017 Paris
RCS Paris 515 409 456
Visa AMF n°09-29 du 17 novembre 2009
Notice publiée au BALO le 25 novembre 2009

Avant toute souscription, le souscripteur doit prendre connaissance des statuts, du dernier rapport annuel et de la note d'information.

Avenir Finance I.M.

12 rue Médéric – 75017 Paris
Tél : 01 70 08 08 00 - Fax : 01 70 08 08 03
<http://im.avenirfinance.fr>
e-mail : info@avenirfinance.fr

Société de Gestion - Agrément AMF n° GP 97-124
Gestion immobilière depuis le 13/10/2009
S.A. au capital de 2 401 457,60 € - RCS Paris 414 596 791